

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

ZARTMAN, I. William (dir.). *Collapsed States : The Disintegration and Restoration of Legitimate Authority*. Boulder, Londres, Lynne Rienner Publishers, 1995, 303 p.

par Pierre Jolicoeur

*Études internationales*, vol. 28, n° 4, 1997, p. 874-877.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/703815ar>

DOI: 10.7202/703815ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

encore des ouvrages moins connus comme celui de Donald Donham sur les paysans éthiopiens, *History, Power, Ideology*. Ce dernier réussit à combiner une approche néoclassique du choix rationnel pour les problèmes micro-économiques à court terme, une analyse néo-marxiste des structures politiques et idéologiques, de même que des relents d'anthropologie culturelle proche de Sahlins. La flexibilité de l'analyse et une bonne pratique sont, au terme du survol effectué par Wilk, la seule façon de combler les lacunes laissées par les trois approches étudiées dans cet ouvrage. À la question d'une définition concise de l'anthropologie économique, l'universitaire américain termine son parcours en résumant l'objet de sa discipline : la nature humaine abordée dans la perspective de l'échange des biens.

Bien que l'on puisse parfois s'agacer de la catégorisation proposée par Wilk, il est néanmoins évident que ce dernier réussit parfaitement à atteindre son objectif et à présenter de façon claire les concepts qui fondent sa discipline. Ses chassés-croisés théoriques entre l'anthropologie, l'économie et la sociologie pourront peut-être décourager toute catégorisation formelle de son objet d'étude mais auront sûrement le mérite d'intéresser les étudiants de plusieurs sciences sociales et non seulement les apprentis anthropologues. Enfin, le style de Wilk pourra sembler cabotin aux yeux de plusieurs, et la dizaine de dessins humoristiques représentant plusieurs des grands théoriciens présentés lors de son survol conceptuel brise la monotonie des ouvrages théoriques habituels. Il n'en reste pas moins que cet ouvrage sera d'un intérêt certain surtout de par la clarté de sa discussion

des concepts qui fondent l'analyse humaine des comportements économiques.

Jean LEVESQUE

Département d'histoire  
Université de Toronto, Canada

### **Collapsed States: The Disintegration and Restoration of Legitimate Authority.**

ZARTMAN, I. William (dir.). Boulder, Londres, Lynne Rienner Publishers, 1995, 303 p.

Une quinzaine de spécialistes se penchent sur le problème des «États effondrés» et sur les processus de recomposition suivant ce phénomène. Les contributions (études de cas et apports théoriques), initialement présentées à un congrès du SAIS, ont été regroupées en quatre parties. La première est consacrée aux États effondrés et reconstruits, la seconde aux États présentement effondrés où la restauration reste un but à atteindre et la troisième aux États menacés d'effondrement. La quatrième partie, plus théorique, est vouée aux agents potentiels de reconstruction.

Dès le départ, Zartman définit le concept central «d'effondrement étatique» et donne le ton à l'ouvrage. «Il s'agit d'une situation où la structure, l'autorité (le pouvoir légitime), la loi et l'ordre politique se sont écroulés et doivent être reconstitués sous une certaine forme, ancienne ou nouvelle» (p. 1). Bien que l'on observe maints exemples de ce phénomène dans le temps et l'espace (tant en Afrique qu'en Europe de l'Est et sur le territoire de l'ex-Union soviétique), l'ensemble de l'ouvrage est consacré à l'étude des cas africains.

Zartman privilégie une analyse inductive et chérit le projet de tirer les enseignements que peuvent nous apporter les expériences de ce continent oublié. Le but de l'ouvrage n'est donc pas simplement de mieux comprendre divers États d'Afrique. En ce sens, l'éditeur expose une première analyse, où il discerne deux vagues d'effondrements parmi les États africains : la première située au tournant de l'année 1980 et la seconde, qui a toujours cours actuellement, une décade plus tard. Il définit un certain nombre de concepts, telles les fonctions de l'État, la société civile et amorce une réflexion sur l'idée même d'effondrement. Il lance ainsi le débat et laisse la place aux études de cas. En principe, ces dernières sont articulées autour des causes d'effondrement et les moyens de reconstruction potentiels ou mis en œuvre.

Trois États sont analysés dans la première partie : le Tchad, l'Ouganda et le Ghana (chap. 2 à 4). Les auteurs cherchent à expliquer les facteurs qui permirent à ces entités de se reconstituer. Bien que chacune des contributions soit concise et pertinente (ce qui est valide pour l'ensemble des essais du livre), les conclusions de Khadiagala, à propos de l'Ouganda, semblent les plus précieuses pour qui cherche à tirer des «leçons» de l'Afrique. L'auteur exprime particulièrement bien l'idée que les dirigeants locaux doivent parvenir à un compromis entre leur volonté d'établir des institutions étatiques «solides» et l'acceptation d'une influence étrangère. À court terme, l'assistance externe est nécessaire pour la reconstruction économique. À plus long terme toutefois, une dépendance aux soutiens extérieurs ne peut qu'affaiblir les ca-

pacités de l'État à appuyer son autorité sur un consentement populaire et à rétablir des institutions de légitimation.

Les cas de la Somalie, du Libéria, du Mozambique et de l'Éthiopie (chap. 5 à 8) constituent la deuxième partie et les exemples de l'Angola, du Zaïre, de l'Algérie et de l'Afrique du Sud (chap. 9 à 12) sont couverts par la troisième. Si les contributions de la deuxième partie semblent toujours pertinentes, la troisième perd rapidement de son actualité. Ces textes conservent toutefois leur intérêt et permettent d'expliquer le déroulement des événements contemporains à leur publication. Bien que le Zaïre n'existe plus, le texte de Weiss montre comment Mobutu est responsable de la crise institutionnelle zaïroise de 1994 et amorce une réflexion sur l'après-Mobutu. Si la seconde portion de l'analyse n'a plus que peu d'intérêt, la première nous aide toutefois à mieux comprendre les «événements Kabila» de 1997. Nous devons également souligner l'étonnante contribution de Fituni, qui consiste essentiellement à établir des parallèles entre l'Angola et la Russie. L'auteur s'attarde peut-être un peu trop à trouver des points de comparaison entre les deux États menacés d'effondrement ; il tire néanmoins d'intéressantes leçons sur les expériences de démocratisation et les problèmes sociaux dans chacun des États respectifs.

La quatrième partie constitue la portion la plus intéressante du volume. Les contributions se complètent fort bien et constituent autant d'analyses pertinentes des cas vus précédemment. Deng se penche sur le rôle de l'ONU (chap. 13) et se ques-

tionne entre autres sur la légitimité d'une intervention (sous forme d'assistance humanitaire, de maintien ou d'établissement de la paix...) dans un État effondré, où on n'a pu obtenir le consentement des autorités locales (inexistantes?). Gambari offre une sorte de synthèse des interventions étrangères et du rôle de ces intervenants dans la reconstruction des États africains (chap. 14). Ce dernier auteur établit une distinction entre les actions proprement africaines (les opérations multilatérales de l'OUA et les interventions étatiques) et non africaines (les opérations unilatérales de la France, de la Belgique et des États-Unis). Gambari dresse un bilan mitigé de ces interventions externes et précise que les interventions multilatérales ont l'avantage d'être plus efficaces et potentiellement plus impartiales que les interventions unilatérales. Il ajoute que la nature multidimensionnelle du maintien de la paix dans les États effondrés *requiert* une intervention multilatérale, où les puissances tierces doivent avoir la volonté et les moyens financiers nécessaires pour assumer leurs responsabilités efficacement. En ce sens, il rejoint les remarques de l'auteur précédent, selon qui une intervention réussie doit avoir un «caractère international», doit transcender les frontières politiques et culturelles... bref, doit jouir d'une certaine «légitimité globale» (Deng, p. 211).

D'une façon sommaire, on peut dire qu'il existe deux solutions à la prévention de l'effondrement d'un État : 1- l'émergence d'un nouveau régime plus «efficace» et autoritaire et 2- le développement d'institutions politiques plus démocratiques (Ottaway,

p. 235). Les chapitres 15 et 16 couvrent chacune de ces options et se complètent ainsi mutuellement. Ottaway met l'accent sur la démocratisation dans les États effondrés et Ng'ethe s'intéresse plutôt aux «hommes forts» (*strongmen*) (qu'il distingue des dictateurs et des régimes autoritaires). Ottaway apporte la plus importante contribution de cette quatrième partie. Elle explique que la démocratisation, bien qu'elle soit certainement la meilleure solution à long terme, a plutôt tendance à encourager les conflits dans les États en effondrement. Par un effet pervers, elle permet à ces conflits de se manifester plus librement. L'auteure précise que certaines tentatives de démocratisation ont accéléré l'effondrement des États visés et que la transition démocratique est particulièrement difficile dans les sociétés multiethniques. Dans sa conclusion, elle suggère, avec quelques réserves, une solution de plus en plus à la mode : le partage du pouvoir (*power-sharing*).

Finalement, Zartman clôt l'ouvrage avec une courte conclusion tout à fait exceptionnelle. Il y précise notamment qu'un État ne peut être reconstitué sans un effort simultané de reconstruction de la société civile. Il s'agit de deux processus interdépendants, mais distincts, où la reconstruction de l'État doit à la fois encourager et utiliser la reconstruction sociétale (p. 269). Zartman observe différents États où la reconstruction a réussi, les besoins des États toujours effondrés et les leçons à tirer du processus d'effondrement pour en dégager les moments cruciaux et les différents ingrédients. Parfaitement conscient que chaque cas est

unique et difficilement transposable, il débute une discussion sur la structure du pouvoir, la participation politique et la gestion des ressources étatiques. Il termine ses remarques avec quelques considérations sur le rôle d'assistance de pays ou d'organismes tiers. Les structures de pouvoir doivent être reconstituées du bas vers le haut afin de rétablir la confiance perdue dans les institutions. Pour que le processus réussisse, la légitimité des institutions doit être restaurée rapidement par un support populaire, exprimé librement, à travers un forum représentatif, une convention nationale ou des élections. De même, l'État doit être capable de percevoir et de redistribuer les ressources. Les nouvelles ressources, qui ne peuvent provenir que de l'extérieur, ne doivent pas être utilisées de façon systématique par la nouvelle autorité pour éviter une trop grande dépendance externe. De même, les tierces parties doivent apporter leur soutien sur une période assez longue pour aider à la remise sur pied complète de l'État, mais doivent également accepter de se retirer lorsque leur «travail» est terminé.

La lecture de ce volume est fort agréable et les textes sont bien documentés. Comme dans tous les ouvrages collectifs, les contributions manquent d'uniformité par moment. Il reste que l'éditeur a su recueillir des textes pertinents et offre un ensemble structuré et de bonne qualité.

Pierre JOLICŒUR

Assistant de recherche  
Institut québécois des hautes  
études internationales

## ÉCONOMIE INTERNATIONALE

### **Trade and the American Dream : A Social History of Postwar Trade Policy.**

AARONSON, Susan Ariel. *Lexington,  
University of Kentucky Press, 1996,  
280 p.*

Avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'établissement formel d'une organisation intergouvernementale à l'issue des négociations du Cycle d'Uruguay du GATT a mis fin à l'amnésie historique qui frappait l'Organisation internationale du commerce (OIC), la troisième institution économique internationale qui aurait dû être créée à la suite de la Seconde Guerre mondiale en parallèle au FMI et à la Banque Mondiale. La presse grand public a relayé le souvenir de cette organisation mort-née après que le Congrès américain eut en 1950 abandonné le processus de ratification de ses statuts. Les manuels de Relations internationales ou d'Économie politique internationale mentionnent aussi rapidement ce projet de régulation commerciale du fait que le GATT en a été pendant près de 50 ans un rejeton longtemps limité au seul problème des tarifs douaniers. Mais aucune étude n'a spécifiquement été consacrée à l'histoire de l'OIC depuis celle classique de Richard Gardner sur les trois piliers institutionnels de l'ordre économique international de l'après-guerre (*Sterling-Dollar Diplomacy*, 1<sup>e</sup> éd. 1956). C'est là tout le mérite de l'ouvrage d'Aaronson.

*Trade and the American Dream* restitue de façon détaillée l'histoire avortée de l'OIC en se focalisant sur le fonctionnement du système politique